

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le 11/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

GALVANOPLAST REIMS

20 RUE JOSEPH CUGNOT
BP 83
51430 Tinquaux

Références : N°D3 i 2023-468
Code AIOT : 0005701501

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2023 dans l'établissement GALVANOPLAST REIMS implanté 20 rue Joseph Cugnot Zone Industrielle du Moulin de l'Ecaille 51430 Tinquaux. L'inspection a été annoncée le 11/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVANOPLAST REIMS
- 20 rue Joseph Cugnot Zone Industrielle du Moulin de l'Ecaille 51430 Tinquaux
- Code AIOT : 0005701501
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVANOPLAST REIMS appartient au groupe GALVANOPLAST, spécialiste de la protection des pièces métalliques contre la corrosion. La société GALVANOPLAST REIMS met en oeuvre notamment les procédés de zingage électrolytique, de phosphatation et de revêtements lamellaires. L'établissement est classé IED au titre de la rubrique 3260 pour un volume de bains de traitement évalué à 286 300 litres (286,3 m3). Les eaux utilisées pour les procédés de traitement de surface sont prélevées au forage référencé 01321X0413. Les eaux usées industrielles sont rejetées après traitement au réseau des eaux pluviales qui aboutissent à la Vesle. La société a développé une filière aéronautique dite ligne « aéro » aujourd'hui effective.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Désenfumage – Commandes des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Recensement des parties à Risques	AP Complémentaire du 20/01/2014, article 8.2.2 et 8.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Moyens de lutte incendie – détection incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Moyens de lutte incendie – moyens de lutte	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Propreté de l'installation	AP Complémentaire du 20/01/2014, article 2.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de détecter des non-conformités à la réglementation applicable.

Les non-conformités majeures détectées sont notamment :

- des non-conformités électriques nécessitant une intervention de l'exploitant ;
- l'absence de commande automatique des trappes de désenfumage.

Elles font l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

D'autres non-conformités concernent :

- l'absence de plan et d'état des quantités des substances ou des préparations dangereuses ;
- la détection du manque de liquide dans les bains chauffants ;
- la procédure en cas d'incendie (alerte pompier, manipulation des commande d'obturation des réseaux, réserve de sable) ;
- des mesures correctives à mettre en place suite au rapport de vérification des extincteurs ;
- des réparations à faire sur les surélévations permettant au site de faire rétention des eaux d'extinction d'incendie ;
- des mise en conformité par rapport aux nouvelles prescriptions des arrêtés ministériels du 30/06/2006 et du 09/04/2019.

Elles font l'objet d'une proposition de lettre de suite préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : II. Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.
Constats : L'inspection a constaté la présence sur le site de trappes de désenfumage. L'exploitant tient à jour un tableau de synthèse des trappes avec leur dimension et leur localisation. D'après les données transmises par l'exploitant à l'inspection, la surface totale des surfaces d'évacuation est égale à 1 % de la superficie des locaux à désenfumer (82,72 m ² de trappes pour 8 177 m ² de locaux techniques hors bureaux). Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Désenfumage – Commandes des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Par sondage, l'inspection a constaté que les commandes d'ouverture des trappes de désenfumage sont manuelles et situées à proximité des accès. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il ne dispose pas de commandes automatiques des trappes de désenfumage. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 3.II de l'Arrêté Ministériel du 30/06/2006 imposant la présence d'un dispositif de commande automatique des dispositifs de désenfumage, sous un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Recensement des parties à Risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 20/01/2014, articles 8.2.2. et 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Locaux à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.2.2 : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. [...] Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> <p>Article 8.2.1. : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est rendu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 06/06/2023 un plan général d'intervention, à jour et indiquant les différentes zones de danger (armoires électriques, transformateur, produits inflammables, zone ATEX).</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté à l'inspection un état de la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de transmettre à l'inspection un état indiquant la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages, sous un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.</p> <p>Mise à jour de la prescription depuis le 20/04/2023 : Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports de vérification électrique de 2022 et 2023 et les a transmis par courriel du 06/06/2023.</p> <p>L'inspection constate que le rapport de 2023 sur les parties à Basse Tension (BT) mentionnent plusieurs non-conformités, dont certaines déjà signalées les années précédentes. Le rapport conclue que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet mettre en demeure l'exploitant, de mettre en place un plan d'actions pour résorber les différents écarts identifiés dans le rapport de vérification électrique BT, conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006, sous un délai de 3 mois.</p>
<p>Observations : L'inspection informe l'exploitant que l'Arrêté Ministériel du 30/06/2006 a été mis à jour le 20/04/2023, avec notamment l'ajout à l'article 5 des prescriptions suivantes : « III. - Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel. Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. <u>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</u> »</p> <p>L'inspection invite donc l'exploitant à étudier dès maintenant un plan de mise en conformité à cette nouvelle prescription, en mettant notamment en place un registre des anomalies et des mesures correctives.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.</p> <p>Article 54 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 (rubrique ICPE 2565) : Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique à l'inspection que le chauffage des bains est assurés par différents systèmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des réseaux d'eau surchauffée ; - des thermoplongeurs électriques (cannes chauffantes), avec des sondes de températures asservies à l'arrêt du chauffage des cannes. <p>L'inspection informe l'exploitant que l'Arrêté Ministériel du 30/06/2006 a été mis à jour le 20/04/2023, avec notamment l'ajout à l'article 6-I des prescriptions suivantes : <i>« Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. <u>Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</u> »</i></p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de demander à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous un délai d'un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de la maintenance de sondes de température asservies à l'arrêt du chauffage ; - la justification de la présence de détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve ; - la justification de la tenu hebdomadaire d'un registre de bon fonctionnement du dispositif.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Moyens de lutte incendie – détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>III. - Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>IV. - L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection informe l'exploitant de l'ajout récent des nouvelles prescriptions ci-dessus à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 mis à jour le 20/04/2023. Les points suivants sont notamment ajoutés dans cet arrêté ministériel et ont été passés en revu entre l'inspection et l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - détection automatique mise en place : effectuée par l'exploitant. - alarme incendie entraînant l'arrêt automatique des systèmes qui peuvent propager l'incendie : l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'actuellement son alarme incendie entraîne l'arrêt du système d'aspiration des vapeurs des bains mais pas des systèmes de chauffage. - contrôle annuel des détecteurs : l'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 06/06/2023 le rapport de vérification des détecteurs incendie indiquant une absence de dysfonctionnement et l'absence d'action correctives nécessaires. - alarme perceptible en tout point du bâtiment : non vérifiée par l'exploitant. - organisation décrite en cas d'alarme : effectuée par l'exploitant. - consignation des contrôles dans un registre : effectuée par l'exploitant. <p>L'inspection invite l'exploitant à étudier dès maintenant un plan d'actions de mise en conformité à cette nouvelle prescription.</p>

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant par lettre de suite préfectorale, de transmettre à l'inspection un plan d'actions de mise en conformité par rapport à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006, sous un délais de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte
Prescription contrôlée : L'installation est notamment dotée : a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
Constats : L'exploitant indique que : - l'alerte incendie est déclenchée via l'alarme incendie et le personnel procède à l'évacuation ; - il n'y a pas de report d'alarme sur un téléphone fixe ou un téléphone portable ; - les numéros d'urgence sont affichés sur le site, ce qui a été constaté par l'inspection. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de justifier de la présence en toute circonstance d'un moyen téléphonique permettant d'alerter les pompiers, sous un délais d'un mois. L'inspection invite également l'exploitant à mettre en place une procédure d'alerte lorsque le personnelle n'est pas présente (nui, week-end, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Moyens de lutte incendie – moyens de lutte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
<p>Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.</p> <p>L'article 8.7.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/01/2014 précise les moyens de défense incendie qui doivent être présents sur l'installation.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 06/06/2023 le rapport de contrôle des extincteurs du 07/04/2023. Celui-ci fait état de nombreuses opérations réalisées et pièces détachées remplacées. Un devis correctif a été proposé par le prestataire à l'exploitant ainsi que des commentaires sur des extincteurs situés trop hauts.</p> <p>Par sondage, l'inspection a constaté que l'exploitant ne dispose pas d'une réserve de sable meuble et sec, supérieur à 100 litres et avec des pelles. L'exploitant déclare ne pas avoir connaissance de cette prescription de l'article 8.7.2 de l'arrêté préfectoral du 20/01/2014.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de transmettre à l'inspection, sous un délai de deux mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la justification de la commande et de la mise en œuvre d'actions correctives issues du rapport de vérification des extincteurs du 07/04/2023 ; - la justification de la mise en place de la réserve de sable telle que prescrite à l'article 8.7.2 de l'arrêté préfectoral du 20/01/2014 ou la justification que cette prescription est inadaptée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.
Constats : L'exploitant indique à l'inspection que le site sert de rétention aux eaux d'extinction d'incendie au moyen de bordure de surélévation en béton au niveau des entrées du site. Par sondage, l'inspection a constaté que certaines bordures sont en partie détériorées et n'assurent plus une rétention efficace. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de transmettre à l'inspection sous un délai de deux mois : - la justification du dimensionnement de la rétention sur le site ; - la justification de la réparation des bordures de surélévations détériorées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Arrêté préfectoral du 20/01/2014, article 8.7.3 : [...] Ces consignes indiquent notamment : [...] la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : Le site possède des dispositifs d'obturation des réseaux de canalisation en cas d'incendie, avec un déclenchement manuel (ballon à air comprimé). Par courriel du 06/06/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection un registre d'enregistrement des tests annuel des commandes des obturateurs. Par sondage, l'inspection constate que les organes sont situés à deux endroits : au niveau 0 à côté de la station physico-chimique et au niveau 1 proche de la réception. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, d'inscrire la manipulation des organes de commandes des obturateurs dans les prochains exercices incendie afin de s'assurer que le personnel a la connaissance de la consigne, dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/01/2014, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, Déchets éparses
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : L'inspection a constaté la présence de divers déchets et matériaux entreposés au niveau 0 de l'installation, à proximité de la station physico-chimique. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale, de respecter l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 20/01/2014 en maintenant le niveau 0 propre et entretenu en permanence et d'en apporter la justification à l'inspection sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois